

T2137 - 378 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue terraux
75011 paris
tel. 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 378 JEUDI 4 DECEMBRE 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

FACE A LA CRISE :



grève
générale

gestionnaire
et expropriatrice



Editorial

SANS sourire, notre incroyable Premier ministre vient de nous déclarer qu'il fallait nous attendre pour 1981 à une baisse du pouvoir d'achat. Son petit jeu de professeur compétent, supposé posséder la science immanente, a déjà payé et il espère que cela va continuer : il ne s'agit que d'infantiliser davantage les spectateurs de la tragi-comédie que nous jouent les politiciens. C'est en fait que la situation sociale se dégrade de jour en jour. Le chômage qui galope; l'inflation qui n'arrive plus à se réguler d'elle-même; le bruit des bottes qui martèlent le sol et que l'on entend un peu partout; l'augmentation des produits agricoles qui promet une augmentation des coûts de production des produits industriels, et que Giscard essaie

d'enrayer par le déblocage de quatre milliards de subvention.

A côté de tout cela, il faut également noter le spectacle politique qui, malgré une savante mise en scène, soudain hésite : un nouveau clown entre en scène alors qu'il n'était pas prévu dans la pièce. Les metteurs en scène s'affolent : et si tous les spectateurs, soudain, se mettaient aux aussi à monter sur les planches pour chasser ces guignols tristes ? Nous pourrions être tentés de voir, dans l'ensemble de ces faits, les signes avant-coureurs de l'effondrement du capitalisme. Nous ne sommes pas des prophètes. Mais ce dont nous pouvons être sûrs, c'est que les ratés de la mécanique sociale traduisent une situation de crise. Or, il ne faut pas perdre de vue que toute situation de crise n'est pas forcément fatale à l'organisme qui la subit : elle peut n'être que le prélude à une réorganisation de ce

système ou le signe d'une mutation interne qui ne la remet pas en cause dans ses fondements.

Les problèmes internes du capitalisme ne nous intéressent que dans la mesure où celui-ci est plus vulnérable en période de crise douce.

Pour nous, anarchistes, la seule résolution possible aux problèmes d'inflation est de supprimer les causes, qui sont : la propriété privée des moyens de production et ce qui la fonde : l'Etat. La seule résolution possible aux problèmes du chômage est la juste répartition entre tous du travail, ce qui, sans aucune baisse de la production globale de la société, peut permettre d'arriver à un nombre d'heures de travail hebdomadaires insignifiant.

Pour cela, une seule solution : l'autogestion généralisée !

FOP.2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

- ANISNES : ANIZY-LE-CHATEAU
- ALLIER : MOULINS
- ARDECHE : AUBENAS
- AUBE : TROYES
- D.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
- DOUBS : BESANCON
- EURE : EVREUX
- GARDE : GROUPE DEPARTEMENTAL
- GERONDE : BORDEAUX-CADILLAC
- HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
- ILE-ET-VILAINE : RENNES
- INDRE-ET-LOIRE : TOURS
- LOIRE : ST. ETIENNE
- MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
- MOSELLE : METZ
- NORD : LILLE-VALENCIENNES
- ORNE : CREIL
- ORNE : ARGENTAN
- PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
- BIARRITZ
- RHIN : MULHOUSE
- RHONE : LYON
- LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
- MANCHE : CHERBOURG
- LOT-ET-GARONNE : AGEN
- SEINE-MARITIME : LE HAVRE
- SOMME : AMIENS
- VAR : REGION TOULONNAISE
- VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
- Vienne : LIMOGES
- YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
- BELGIQUE
- SUD-LUXEMBOURG

RÉGION

PARISIENNE

- PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.
- BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTOY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTROUGE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
- MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL
- NANTERRE - LA DEFENSE
- VEHNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUEN
- DOMONT
- ARGENTEUIL, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY

LIAISONS

La Seyne-sur-Mer, Laon, Aisne, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Saint Brieuc, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigan, Brest, Montpellier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Henin-Beaumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine et Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute Vienne, Epinal, Toulouse.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
- LIAISON DES CHEMINOTS
- LIAISON DU LIVRE
- CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cèdex
 Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charlemagne (1° porte à gauche).

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcia, B.P. 2141, 37021 Tours-Cèdex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette
 Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du Cercle Jean Rosmond, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Sellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe du 11° : permanence à Publico, 3 rue Ternaux 75 011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 80330 Longueau

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cèdex
 Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les samedis à partir de 15 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (13°), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18°

Groupe Evreux-Louviers : - CES, BP 237, 27002 Evreux cèdex; - FA, 2, rue Roger Jourdain, 27400 Louviers.

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tel. 668 48 58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carème Prémant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale - Cercle d'Etudes Libertiaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du moulin de Paris », 02000 Merieux, (tel. (23) 80-17-09)

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 heures dans son local, 19, rue des Acacias.

Groupe Voline : 26, rue Pat, 75011 Paris. Permanences le 1° et 3° jeudi de chaque mois de 19 h à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

COMMUNIQUÉS

Un nouveau groupe se crée aux Ulis. Que tous ceux qui pensent que la révolution sociale ne se prépare pas en chassant seulement Giscard-Barre, mais aussi Marchais-Mitterrand et les autres, prennent contact avec les militants lors des permanences à la MPT des Ulis, les 2° et 4° jeudis de chaque mois de 20 h 30 à 22 h; les dimanches au marché des Ulis, de 10 h 30 à 12 h, ou bien en écrivant aux RI qui transmettront.

La liaison d'Angoulême tiendra une permanence tous les samedis de 14 à 17 heures dans son local, 19, rue des Acacias.

Un groupe est en formation à Houilles (Yvelines). Une vente du Monde Libertaire est assurée tous les samedis matin sur le marché. Pour tout contact : à l'occasion de cette vente ou par les RI qui transmettront.

Des militants du groupe Voline et quelques individus travaillant dans le secteur des études de marchés y ont créé un regroupement des travailleurs anarchistes. Nous appelons tous les camarades libertaires travaillant dans cette branche (enquêteurs, codificateurs, à temps complet ou partiel) à nous rejoindre. Dans cette fin du XX° siècle, les sondages d'opinion étant amenés à prendre de plus en plus d'importance dans la société occidentale, nous estimons indispensable d'y attacher une réflexion et d'y développer une pratique spécifiquement anarchiste. Pour tous contacts : Groupe de Recherche Anarchiste sur les Sondages, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Pour le contacter plus facilement, le groupe E. Varlin du 15° vous communique ses points de vente du Monde Libertaire :
 M° Pernety, le mercredi, 17 h 30-18 h 30; M° Pasteur, le jeudi 17 h 30-18 h 30; M° Cambonne, le vendredi 17 h 30-18 h 30; M° Les Halles, le samedi, 16 h-18 h; marché de Grenelle, le dimanche 10 h-12 h.

La réunion constitutive du groupe libertaire de Beauvais et sa région (affilié à la Fédération Anarchiste), aura lieu samedi 6 décembre de 14 h à 19 h, à « Culture et Loisirs de Beauvais », 2, rue du Francmarché, 60000 Beauvais.

A partir du Mercredi 26 décembre, expédition d'une enveloppe comprenant : le programme de base du groupe, la chronologie de développement du groupe, les thèmes de la réunion constitutive.

Le groupe de Domont vous informe qu'il tient une réunion pour les sympathisants toutes les trois semaines, la prochaine étant le vendredi 5 décembre. Rendez-vous à la gare de Domont à 20 h 30.

Le groupe Berneri informe ses sympathisants qu'il assure une vente tous les samedis après-midi de 14 à 16 h à l'entrée Rambuteau du Forum des Halles. En outre, le groupe tient toujours ses ventes du mercredi soir de 17 h 30 à 19 h, à la Gare de l'Est.

Les travailleurs de la presse, particulièrement dans la distribution (NMPP... etc.), désirant rencontrer d'autres travailleurs de ce secteur, en vue de la création d'une liaison, contactez le groupe d'Evreux ou les RI qui transmettront.

Les prochains cours de formation du groupe Louise Michel auront lieu :

5° cours : jeudi 4 décembre : *centralisme démocratique ou fédéralisme anarchiste*, par Thyde Rosell.

6° cours : jeudi 18 décembre : *quelles luttes pour l'autogestion ?* par Alain Sauvage.

Lors de ces cours, vous pouvez toujours voir l'exposition réalisée par ce groupe sur la Commune de Paris.

Les groupes Varlin, XIV°, Jacob, Fresnes-Antony, organisent un meeting-débat sur le thème :

les anarchistes face aux élections présidentielles

le mardi 16 décembre, à 20 h 30 72, avenue Félix Faure, Paris 15° (M° Boucicaut).

Le groupe Région Toulonnaise organise le vendredi 12 décembre, à 20 h 30, à la salle Mozart (Toulon), une réunion-débat sur le thème : « Anarchisme d'hier et d'aujourd'hui », avec la participation de May Picqueray. Dédicace de son livre de 17 à 19 heures à la librairie *Ainéas*, 4, rue Charles-Poncy (face au théâtre) à Toulon.

Affiches disponibles à Publico

Les prix indiqués ci-dessous sont ceux à l'unité à partir de 10 exemplaires. Pas de commande au-dessous de 10 exemplaires

- Haute au Filage des Enfants (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,50 F.
- Action directe (gr. de Toulon) : 0,50 F.
- Gestion directe (gr. Jacob) : 0,50 F.
- Radios libres (gr. de Toulon) : 0,50 F.
- Autogestion, photo (gr. Fresnes-Antony) : 0,50 F.
- Antimilitarisme (gr. de Ris) : 0,60 F.
- L'Anarchie, c'est la plus haute Expression de l'Ordre : 0,25 F.
- Lisez le Monde Libertaire (vente en kiosque) : 0,40 F.
- Lisez le Monde Libertaire (ancienne parution) : 0,45 F.
- Grève gestionnaire expropriatrice (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,60 F.
- Gestion directe (gr. Jacob) : 0,50 F.
- Autogestion, texte (gr. Jacob) : 0,50 F.
- Affichage libre (gr. Jacob) : 0,70 F. (Pour les affiches du groupe Jacob, pas de commande au-dessous de 50 exemplaires).

Ne pas oublier pour chaque commande à Publico les frais de port

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Editorial
- PAGE 2 : Activités des groupes
- PAGE 3 : En bref
- Qu va l'OP20 région parisienne ?
- Cinq anarchistes devant la justice...
- Un handicap
- PAGE 4 : Journée d'action...
- Les radios libres...
- La pieuvre de Crozon
- PAGE 5 : La Scala
- Attention
- Grève de la faim...
- PAGE 6 : Informations Internationales
- PAGE 7 : Livres, spectacles, B.D....
- PAGE 8 : L'économie capitaliste libérale...

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 17 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépot légal 44 149 - 1° trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris Tél. 805.34.08
26 n°	95 F	110 F	150 F	
52 n°	180 F	210 F	280 F	

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Four tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11° (M° Oberkampf) — Tél. : 805-34-08.

en bref...en bref...

Cinq militants du groupe de la Fédération Anarchiste de Valenciennes ont été condamnés à 1 500 francs d'amende sur plainte de la municipalité pour des bombages en faveur de la liberté d'affichage. Une requête est en cours pour non inscription au casier judiciaire.

Prochaines séances du TPFA de Reully, le 1/12/80 et le 27/12/80. Pour tout ceux qui veulent voir comment les militaires rendent la justice.

La Cour d'assises des mineurs de la Moselle, vient de condamner les trois membres du MATRA (Mouvement Armé Terroriste Révolutionnaire Anarchiste) à dix et six ans de réclusion criminelle. Ils repasseront à nouveau devant la Cour d'assises de Metz pour la suite de la procédure. Des années de prison pour des dégâts matériels mineurs ! La justice n'a pas pris tant de sanctions contre les organisateurs des boucheries qui ont ravagé cette région en 1914-1918 et 1939-1945 !

Pierre Croissant, technicien de 42 ans à Valentigney, réserviste après 28 mois de service militaire en Algérie, a réclamé le statut d'objecteur de conscience. Le statut lui a été refusé et le renvoi de ses papiers militaires lui a valu 500 francs d'amende. Refusant de payer, la « contrainte par le corps » lui vaut 20 jours de prison, alors qu'une simple saisie sur salaire aurait dû être effectuée. Convoqué en justice pour un acte de conviction politique peut-il être assimilé à un simple refus de payer une taxe, sinon pour jeter le discrédit sur les pacifistes et les antimilitaristes, pour briser leur volonté ?

Le film *La Cecilia* sera projeté à la salle art et essai (salle St Roch) rue Guillaume Pontell à Toulon, le samedi 13 décembre à 20 h 30. Un débat suivra le film.

Le mardi 9 décembre, à 20 h 45, dans les locaux de l'École supérieure de Commerce de Paris, se tiendra un débat sur le thème : « presse, pouvoir, argent ? ». Y participeront : Jacques Sauvageot, directeur administratif et cogérant du *Monde*, Roland Bacri, journaliste du *Canard Enchaîné*, et Patrick Poivre d'Arvor, d'A2. Les anarchistes aussi sont conviés. Entrée libre dans la mesure des places disponibles.

Le 19 décembre 1980, à la MJC des Presles, avenue de la Marne, 93800 Epiney-sur-Seine, à 21 h, concert reggae avec Azikmen. Entrées : 10 - 15 F. Ce concert est organisé par les groupes écologistes MJC/O/P en faveur du développement des énergies nouvelles.

Pour écrire à Michel Sirach, pacifiste enfermé pour refus d'obéissance au Service national : prison de Metz Queuleu, écrivain 2603; CELLULE 232, BP 5020, 57071 Metz cedex.

Le samedi 28 novembre à 14 h 30, Alain Négron, Jean-Daniel Boldzer et Thierry Carradec sont descendus sur le zouave du Pont de l'Alma, le décorant d'un suaire et d'une faux, symbolisant la mort. Ils déroulèrent ensuite une banderole avec comme inscription : *Armées = crimes - soutien aux déserteurs*. Des sympathisants et des curieux venus voir le spectacle, furent emmenés par la police et relâchés dans la soirée. Les déserteurs, d'abord emmenés à Duplex, furent déplacés ensuite à Fresnes, où ils étaient jusqu'aux dernières nouvelles.

OÙ VA L'OP20 RÉGION PARISIENNE ?

A la conférence de presse de l'OP20 région parisienne, le 24 novembre 1980, seuls les journalistes de *Libération*, l'AFP et du *Monde Libertaire* s'étaient déplacés. Les organisateurs nous ont lu leur dernier manifeste de soutien en date qui se résume fort bien ainsi : pour un soutien massif à n'importe quel prix. Les organisateurs ont axé la conférence sur le seul droit à l'objection. Pour ce qui est de l'objection en tant que mouvement s'inscrivant dans la lutte antimilitariste, rien, pas un mot. Et pourtant, la plate-forme du mouvement de soutien, décidée en assemblée générale

que le soutien à tous les réfractaires à l'armée.

Il est évident que ce nouveau manifeste exclut les antimilitaristes de la lutte au profit des partis politiques réformistes. Il est vrai qu'en période électorale, il est de bon ton, dans les partis politiques, de se préoccuper de la jeunesse. Les appels au PS et au PC sur la seule base du parlementarisme (projet de loi du PS sur l'objection) est le pourrissement de la lutte antimilitariste de longue date. Si cette tendance se généralise au sein de l'OP20, il faudra bientôt recréer un mouvement d'objection réellement antimilitariste.



Le mouvement de soutien national des OP20, faisait très clairement référence (voir ML N° 376) à l'antimilitarisme visant la suppression du Service national et la destruction de toutes les armées.

La plupart des organisations invitées et présentes (PSU, LCR, Jeunes Radicaux de Gauche, Ligue des Droits de l'Homme, MAN, Pax Christi, Ecologie Aujourd'hui, FA, UPF) se sont empressées de soutenir les revendications expurgées de leur contenu réellement révolutionnaire. Il a fallu attendre que l'UPF et la FA prennent la parole pour que soient émises des opinions antimilitaristes ainsi

L'aménagement du Service national n'a jamais été une revendication antimilitariste. Nous luttons pour l'émancipation totale des individus, incompatible avec une simple politique d'aménagement du système.

UNE SEULE RÉFORME DE L'ARMÉE : SA SUPPRESSION !

Secr. aux Relations Extérieures de la Fédération Anarchiste

PS : quant au journaliste de *Libération*, il n'a pas dû entendre l'UPF et la FA parler d'antimilitarisme (voir *Libération* du 25 novembre 1980).



Cinq anarchistes devant la justice de Troyes

Le mardi 25 novembre, trois membres de la Fédération Anarchiste du groupe de Troyes et deux de leurs sympathisants sont passés devant la Chambre correctionnelle de Troyes. Motif : injures et diffamation envers l'armée, provocation à l'insoumission.

Le procureur de la République a requis une peine de quinze jours de prison avec sursis et 500 francs d'amende pour chaque individu. Maître De Félice a plaidé cette affaire de manière remarquable. Posant les problèmes qu'il fallait, il a demandé la relaxe. Nous pouvons noter aussi les excellentes interventions des deux témoins : le docteur Jean Chilot, membre du comité central de la Ligue des Droits de l'Homme et celle de monsieur Simon Kass, journaliste au journal local *Libération Champagne*, qui ont été très applaudis par l'assistance, dans

l'ensemble favorable aux inculpés.

Nous remercions tous nos



sympathisants d'être venus nous soutenir.

Nous vous renvoyons à un prochain article lorsque le jugement sera rendu, pour connaître les peines. Groupe « Les Temps Nouveaux » FA, Troyes et Aube

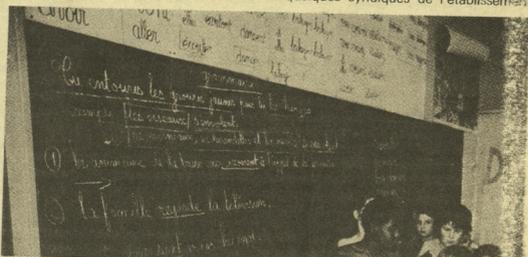
L'armée, l'école : même répression idéologique !

La répression idéologique dans l'Education nationale, c'est bien connu, ça existe... mais aujourd'hui, le système n'hésite plus à frapper plus fort les individus qui le défrangent. Sa nouvelle arme ?... Les interdictions professionnelles. C'est radical, efficace et sans bavure !... Ceci se passe au lycée Cassini de Clermont, dans l'Oise. Surveillante depuis cinq ans, dont trois dans l'établissement comme maîtresse d'internat à mi-temps, j'ai été licenciée par le recteur de l'académie d'Amiens, le 10 novembre, suite à une procédure expéditive : deux rapports du proviseur datés respectivement du 24 et 27 octobre ont suffi. Je ne suis ni titulaire, ni stagiaire, mais cette sanction vous concerne tous.

Les faits : au lycée de Clermont (comme dans tant d'autres), il n'y a pas de

lieu au fait qu'à deux reprises, j'ai eu l'occasion d'affirmer mes idées politiques : en demandant l'autorisation de prouver de mettre des affiches annonçant le fête d'Amiens (autorisation refusée); en essayant d'organiser un débat en car du lycée pour le concert de Bernard Lavilliers en soutien à la Fédération Anarchiste (voyage annulé suite aux difficultés rencontrées avec l'administration du Lycée).

Devant cet abus de pouvoir, je ne veux pas abdiquer. La mobilisation au sein du lycée est inexistante chez les surveillants et les enseignants, mais elle existe de façon limitée parmi les élèves; limitée dans la mesure où ils subissent des pressions et des menaces de la part de l'administration. Les syndicats, nous parlons pas... ou plutôt parlons en. Dans quelques syndicats de l'établissement



foyer pour les internes. Les dortoirs sont collectifs et, une nouveauté cette année : les études ont lieu dans les dortoirs. Une petite salle, isolée dans le dortoir, est utilisée pour pallier l'absence de foyer, y compris après 21 h 45, heure réglementaire du coucher.

En octobre de cette année, suite à un petit débordement dans le dortoir des garçons (rideaux déchirés), les pontifes du lycée (sur-gé., proviseur et censeur), ont décidé d'interdire formellement l'usage de cette pièce comme salle de détente. J'ai refusé d'appliquer cette sanction.

Les élèves internes ont également pris position contre cette mesure disciplinaire mais, bien évidemment, ils n'ont pas été entendus. En fait, messieurs et mesdames mes supérieurs hiérarchiques n'ont pas supporté que je prenne position avec les élèves en affirmant mon refus d'appliquer une décision qu'eux, ils avaient prise. On appelle cela : refus d'obéissance à son supérieur hiérarchique et, dans l'Education Nationale, comme dans toute administration, ça ne pardonne pas !

Suite à ces altérations, le proviseur a envoyé un premier rapport au recteur dans lequel il exige de moi l'application stricte du règlement, faute de quoi, précise-t-il, je ne pourrais rester plus longtemps dans son établissement. Et, alors là, scandale ! J'ai osé dénoncer publiquement (enfin, dans le lycée...) la crise d'autoritarisme en affichant mon rapport et mon contre-rapport. Second rapport... (dans lequel je suis accusée d'affichage sauvage), convocation au rectorat... et licenciement !

La disproportion entre les faits qui me sont reprochés et la sanction prise n'est pas due au hasard. Elle est à re-

ont refusé de prendre position parce que je me situais sur le terrain de l'égalité... Mieux encore, le SNES a donné du feu-vert pour l'intervention de la force publique alors que j'occupais le bureau du proviseur ! Et jeudi dernier, messieurs les képis sont venus me déloger à 18 heures, suite à une journée d'occupation. Le combat, je continue à le mener avec le SGEN-CFDT d'Amiens qui a pris le parti de dénoncer ces mesures répressives menant tout droit aux interdictions professionnelles.

Les anarchistes sont particulièrement visés par ces mesures répressives, mais il n'y a pas qu'eux :

- aujourd'hui, en enseignant, André Bruyère, est menacé de perdre son emploi pour avoir osé affirmer ses idées antimilitaristes, en renvoyant son livret militaire.

- Dernièrement, une institutrice, Collette Meynard a été condamnée à deux mois et demi de prison ferme pour avoir voyagé au Liban en compagnie de deux indépendantistes corses.

Et, d'une façon générale, toute personne qui ose affirmer un avis non conforme à la réglementation en vigueur est menacée d'exclusion... Non mais, à part ça, la liberté de pensée et d'expression, ça existe en France... ! Obéissez, obéissez même à des ordres stupides, mais obéissez, sinon c'est le coup de matraque.

A tous ceux qui ont la malchance d'avoir affaire à l'institution militaire, que ne vous rappelle pas quelque chose ? A quand l'uniforme pour le personnel de l'Education nationale ?

PRUNELLE (Groupe anarchiste d'Amiens)

UN HANDICAP

Dans « notre belle société », il ne fait pas bon être unijambiste, sourd, aveugle ou même amblyope (ce que je suis). Si vous êtes frappés de l'une de ces infirmités (ou d'une autre d'ailleurs), vous irez rejoindre les autres, homosexuels, féministes, antimilitaristes, etc., tous les autres qui ne sont pas dans les normes, quoi !

Si on parlait justement de ces (dits) handicapés. Un enfant qui a un handicap à la naissance est éloigné des autres enfants, mis dans d'autres écoles primaires. Quant aux études secondaires et supérieures, la majorité de ces enfants n'en font pas. Il n'existe pas d'écoles pour handicapés après la classe de 3^e, ou presque pas, j'en ai fait l'expérience, et ils ne sont pres-

que jamais acceptés dans les écoles dites « normales ». Les aveugles sont presque tous stambardistes, les débiles légers font des poupées en chiffon dans les clubs du 3^e âge, les sourds et les muets n'ayant pas de qualification sont manœuvres. Cette implique que la majorité de ces personnes vit dans une misère terrible et crève la faim.

C'est pour toutes ces raisons et pour d'autres que je n'encourage pas, que toutes les personnes dites handicapées doivent mener le même combat que les opprimés. Pour être considérées comme des hommes et des femmes à part entière, ne plus être LES HANDICAPÉS, luttons ensemble.

Vive l'anarchie !

Lyonel NICAUD

Journée d'action dans la Fonction Publique ou l'art de ne rien faire !

Le budget alloué à la Fonction Publique a été proposé au Parlement par le gouvernement Barre. Deux mille ouvertures de postes pour l'ensemble des administrations, telles se présentent les propositions gouvernementales. Le gouvernement gère la crise, il lui faut à tout prix rentabiliser des secteurs... qui ne peuvent l'être. L'entrée du patronat dans la formation permanente ou les télécommunications, seule branche rentabilisable, en est un exemple frappant.

Le développement de la fonction auxiliaire, atomisant les travailleurs des divers ministères, la dégradation constante des conditions de travail, les fermetures de postes et de classes, reflètent une économie du profit malade. La chasse aux mants organisée par Barre montre la volonté gouvernementale d'instaurer un budget d'austérité sur le dos des travailleurs de la Fonction Publique. Quelle est la réponse syndicale face à ces attaques ? L'unité partielle et factice des états-majors prend les devants de la scène. FO, CFDT, CGT et autonomes ont appelé à une manifestation nationale, le 3 décembre, place Vendôme à 17 h 30. Action d'éclat à la hauteur des revendications sectorielles des travailleurs de la Fonction Publique !

La CGT se bat sur les salaires, la CFDT préfère des actions décentralisées. En deux mots... la routine. Au nom de la sacro-sainte unité, les états-majors se chamaille sur la forme, et non sur le fond et plient l'échine sous le poids du plus petit dénominateur commun. Ces disputes de bureaucrates syndicaux calquent leur prise de bec sur celles des grands manitous du PC et du PS concernent-elles les travailleurs ? Une manifestation suffit-elle pour faire reculer le gouvernement ? La réponse est claire... Au nom de la lucidité ou du j'm'enfoutisme, les travailleurs se moquent de cette manifestation comme de la dernière empoignée Marchais-Mitterrand !!

L'ensemble des fédérations appelant à cette manifestation, habituées à négocier n'importe quoi et n'importe com-

ment, surtout ces derniers temps, se font les chevilles ouvrières de l'unité. Elles se servent de cet ersatz unitaire pour régler des à propos politiques. La FEN règle ses comptes avec la tendance Unité et Action, la CGT, centrale des luttes, fonce tête baissée dans les slogans misérabilistes, la CFDT ne remet nullement en cause les journées d'action sans lendemain et leur préférence... des journées « d'action décentralisées ». Les aboyeurs de service, aile ultra-gauche des partis et syndicats « ouvriers » lancent des incantations unitaires en acceptant, les yeux voilés par leur imbécillité, une manifestation fantôme. Le 3 décembre fut en définitive une journée comme les autres. La lutte, l'unité, dévoyées par les bureaucraties, ne furent pas de mise.

Incapables de former un cortège nombreux, et pour cause, les états-majors syndicaux se sont promenés dans les quartiers chics. Le PC en a profité pour offrir quelques cartes; les travailleurs sont allés chez eux. Ils refusent les batailles sans lendemain, savent qu'il ne suffit pas de négocier la crise pour améliorer les conditions de travail. Ce ne sont pas des journées d'action, manifestations ou grèves de 24 heures qui affronteront directement le pouvoir, mais bien des luttes se plaçant en dehors des rouages bureaucratiques. Négocier du vent, des promesses, accepter les miettes jetées par le capital, jouer le jeu de la collaboration de classes, n'aboutit évidemment pas à l'amélioration des conditions de travail.

Le 3 décembre est un échec, même si les cars déversaient les militants, supports des politiques réformistes. Le 3 décembre conforte le pouvoir et les réformistes. Les travailleurs le savent bien; mais nous ne devons pas nous installer dans un ronron ponctué par les prises de bec de la gauche, syndicats interposés ou non. Les grèves de l'an passé l'ont montré. Les fonctionnaires verront aboutir leurs revendications, non pas dans un laisser-aller orchestré par les directions syndicales, mais bien en dirigeant leurs luttes eux-mêmes.

Thyde ROSELL

LES RADIOS LIBRES VONT-ELLES MOURIR ?

En tant que représentant de Radio Alarme, la radio libre d'expression libertaire de Ris-Orangis, Evry et ses environs, j'ai assisté à la rencontre nationale des radios libres, qui se déroulait à Lille, les 22 et 23 novembre 1980, à l'initiative de la Fédération Nationale des Radios Libres.

Le but de cette réunion, organisée sous l'égide du collectif Radio Lille 80, était d'élaborer une charte des radios libres, et de structurer la Fédération.

Il m'est impossible de retranscrire en détail les débats qui se sont déroulés dans une ambiance indescriptible de chaos et de magouille en tout genre, les interventions ayant été monopolisées, sinon imposées par deux radios parisiennes, ce qui a fait dire aux autres radios présentes que cette assemblée était encore une fois le reflet du parisiennisme.

Les divergences ont porté sur le mode de financement des radios, les uns réclamant le recours à la publicité, les autres étant hostiles à toute publicité ou la publicité de marque seulement. A mon avis, cet aspect du problème n'est que la partie visible de l'iceberg qui émergera au cours des années 81, à savoir la création de grosses radios puissantes, émettant quotidiennement pendant plusieurs heures, à partir de studios publics, cette stratégie, au dire de leurs promoteurs, permettant de sortir le mouvement des radios libres de l'ère de la clandestinité, de la peur et du bricolage. Pour notre part, nous refusons de nous soumettre à cette nouvelle industrialisation des ondes. Le fonctionnement de ce type de radios nécessite des moyens financiers énormes, publicitaires ou non et des structures considérables, allant d'atelier de production radiographique à des agences de services en tous genres, ce qui, en fait, ne peut favoriser la véritable liberté d'expression. Il ne s'agit pas de retomber dans les vieux schémas des radios périphériques commerciales et de créer des radios « Europe 1 bis », « RTL bis », ou « France-Inter bis ».

Il est préférable de créer de petites radios locales ou de quartier, s'appuyant

sur un tissu et un contexte social réel, permettant à chaque citoyen de participer activement à la vie de la radio, supprimant ainsi sa dépendance vis-à-vis des puissances d'argent, entre autres, et abolissant la notion de professionnalisme. La qualité d'émissions radiophoniques n'est pas forcément une affaire de gros sous, mais d'imagination et de créativité. Plutôt que de nous vendre, nous préférons encore rester dans l'ère du bricolage, de la clandestinité et de la peur.

Avant de clore cet article, je me permets de faire une mise au point à l'attention de ceux qui accusent Radio Alarme d'être la radio d'un parti politique : primo, la Fédération Anarchiste n'est pas un parti politique, mais une organisation qui lutte pour une autre forme de société basée sur le fédéralisme libertaire et l'autogestion. En conséquence, nous n'avons rien à attendre des élections et des politiciens de tous poils; deuxio, Radio Alarme est une radio libre d'expression libertaire qui parle avec la sensibilité libertaire des individus qui l'animent;

tertio, Radio Alarme ne s'est pas définie comme une radio de propagande politique, mais comme une radio voulant donner la parole à la population et à toutes les minorités sociales, culturelles ou politiques. Et nos détracteurs le savent bien. Ils essaient par des procédés odieux de nous discréditer car, nous militants anarchistes, nous combattons toutes les formes de pouvoir, même à l'intérieur du mouvement des radios libres.

Il ne faut pas que les radios libres se laissent encadrer par un monopole, quel qu'il soit. S'il en est ainsi, le mouvement des radios libres serait bien mort. Ne laissons pas, à la veille des élections présidentielles, les politiciens de tous bords régir notre liberté d'expression.

PRENONS LA PAROLE, LIBÉRONS LES ONDES !

JEAN-MARIE (groupe libertaire de Ris-Orangis), sur 95 MHz, tous les dimanches matin en FM, à partir de dix heures.

Nucléaire, armée

la pieuvre de Crozon

La pieuvre. Vous savez, cette petite bête qui, sans faire de bruit, sans faire de vagues, allonge ses bras pour saisir ses proies ? Et quand elle a mis sa tentacule sur une proie, elle ne la lâche plus. Sur Crozon, c'est la pieuvre militaire qui, sans faire de bruit, sans faire de vagues, étend ses bras pour maintenir les proies qu'elle convoite. Mais cette pieuvre a plus de huit bras, qu'on en juge ! Rien que dans la presqu'île : la Base aéronavale installée avant-guerre à Lanvéoc; l'Ecole navale (1945), Lanvéoc; le Centre de commandos de marine de Quelen (1960); Ile-Longue : base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (1967); entrepôt de missiles nucléaires de Gwennenez; la gendarmerie maritime pour la pro-



textion d'Ile-Longue; les terrains militaires sur les trois points de la presqu'île; Sémaphore et terrains à la pointe de Toulguet (ouest); sémaphore et terrains au Cap de la Chèvre (sud); toute la pointe des Espagnols (terrain d'entraînement) au nord; le radar d'Ouessant, trop faible pour guider les cargos sur le rail de la Manche, mais parfaitement pour surveiller l'entrée de la Rade de Brest; et, à la porte de la presqu'île, l'énorme caserne de Ty Vougeret à Dineault. Sans compter ce qu'il y a au nord et au sud de la presqu'île et ce qu'il y a dans le restant de la Bretagne.

Le 17 juin 1980, *Le Télégramme* de Brest annonçait qu'un projet était en cours d'étude pour l'aménagement d'une seconde base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins au Cap de la Chèvre (sud de la presqu'île). Ce qui corroborait les déclarations de Giscard et de Barre qui parlaient de l'acquisition de nouveaux sous-marins d'attaque. (Tiens ! Ce n'est pas l'arme de dissuasion ?). Comme Ile-Longue, prévue pour deux sous-marins, est trop petite, il faut une autre base pour recevoir deux ou trois sous-marins supplémentaires : c'est le projet du Cap de la Chèvre.

Cette information a été démentie par la préfecture maritime, mais la télévision régionale, le 18 octobre, reprenait ces informations en ces termes : « il est prévu la construction, etc... ». D'ailleurs, tout le monde sait que lorsqu'officiellement on dément, c'est que le projet est déjà en route. Il faut noter également que la préfecture maritime n'a jamais démenti « des études éventuelles ».

Puisque tout s'est bien passé jusqu'à présent, sans bruit, pres-

que sans réaction... on peut continuer... L'armée prévoit : une base de sous-marins d'attaque au Cap de la Chèvre; un entrepôt de missiles sol-sol et sol-air au Cap de la Chèvre; toute la baie de Douarnenez prévue comme terrain de manœuvre pour la marine militaire. (Les sardinières de Douarnenez iront se faire ! Lonlaire !); extension d'Ile-Longue avec main-mise de plus en plus grande sur la Rade de Brest; une base au Menez Hom (point culminant du Finistère); un centre de contrôle et de commande des sous-marins par satellite à Pluguffan, près de Quimper; une extension de la caserne de Ty Vougeret, à proximité du Menez Hom; une base de surveillance de missiles à Ploeneis; A Gwennenez, en plus du parc de stockage de missiles nucléaires, un atelier de montage de ces engins (450 hectares). Plogoff est à 18 kilomètres à vol d'oiseau de Crozon. Si la centrale nucléaire se fait (mais elle ne se fera pas), il est prévu une usine d'uranium enrichi qui pourrait alimenter la base projetée à Crozon.

A côté de la base de sous-marins de Crozon, il est prévu un arsenal pour l'entretien et la réparation, mais aussi parce que les ouvriers de l'arsenal de Brest, manœuvrés par les syndicats, ne sont pas sûrs. En créant un deuxième arsenal, on pourra leur tenir la dragée haute. De plus, les ouvriers de ce nouvel arsenal seront enfermés dans le local

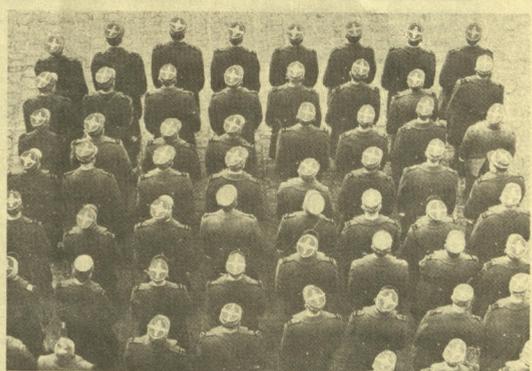
Et pourquoi cette concentration dans la presqu'île de Crozon ? Pour une question de stratégie. La presqu'île peut facilement être isolée et coupée du reste du continent. Trois routes y accèdent : par l'autoroute actuelle, la bretelle passe sur le pont de Terenez qui enjambe l'embouchure de l'Aulne (ici un véritable fjord). Une charge de

ceux-ci ne rapportent pas : pas d'impôts fonciers pour les sols occupés par les militaires; Ile-Longue et Gwennenez ne paient pas la patente liée aux activités industrielles (montage des engins nucléaires); l'intendance militaire ne s'approvisionne pas dans les commerces locaux. En revanche, les militaires entraînent des dépenses coûteuses aux communes, ne serait-ce qu'à cause des dégradations commises sur les routes et ailleurs.

Parallèlement, cette présence militaire entraîne : la diminution de l'activité dans tous les secteurs (agriculture, pêche, industrie); création d'un lycée, promis mais non réalisé; isolement délimité de la presqu'île : suppression des dessertes de la SNCF; dégradation du tissu social et culturel par un apport massif de population (militaire) extérieure et mouvante; destruction de paysages magnifiques; pas de création d'emplois; accumulation pour les habitants de nuisances (bruits, tirs sur les plages, exercices en mer, interdictions diverses, surveillance active et fichage de la population par la Sécurité Militaire); une volonté délibérée pour que rien d'autre n'existe.

A Crozon, les militaires sont moins embêtés qu'au Larzac; ils n'ont pas besoin d'exproprier, ils se sont installés et ils manœuvrent comme en pays conquis. Et n'oublions pas que ces militaires se doublent de nucléaires ! Ils sont bien servis les gens du coin ! Pourtant, ils résistent ! Il y a eu une résistance non-violente contre Ile-Longue et ensuite contre la caserne de Dineault. Et aussi une résistance violente du FLB. Les gars sont en taule, lourdement condamnés il y a quelques jours, et n'en sortiront pas de si tôt.

Un comité « contre l'extension des terrains militaires dans la presqu'île de Crozon »* s'est



plastic et on fait sauter le pont. On est tranquille de ce côté; la route nationale de Chateaulin, au bord de laquelle est construite la caserne de Dineault (1978). Trois mille soldats; et une petite route côtière, étroite et sinieuse, facilement contrôlable. Voilà nos militaires « chez eux », à l'abri de tout, et pouvant manœuvrer à leur convenance.

Comme dans toute la presqu'île, la vie se meurt... Pas d'industrie. Une vie paysanne en déclin. Les jeunes s'en vont. Il n'y a que le tourisme deux mois de l'année, les maisons secondaires des brestois et des parisiens... et les militaires. Mais

créé depuis juillet. Il essaie d'informer largement, de briser le silence qui entoure la chose militaire. Tracts, affiches, pétitions... La mairie a pris position contre le projet d'extension. Le maire est président d'honneur du comité. Il y a aussi les touristes et les propriétaires des maisons secondaires qui appuient, mais ils ne font pas le poids face à l'armée. Il faut une extension nationale du mouvement afin que la presqu'île ne soit pas étranglée par la pieuvre de Crozon.

* Adresse : mairie de Crozon, 29160 Crozon.

JAKEZ

LA SCALA

DEBUT décembre débutera à Barcelone le procès des six camarades anarchistes accusés d'avoir mis le feu à la salle de spectacles « Scala », qui fut entièrement détruite par l'incendie au cours duquel quatre travailleurs de l'endroit devaient également trouver la mort. A l'époque, le Monde Libertaire avait relaté l'affaire qui, éclatant en un moment où la CNT connaissait un grand succès en Catalogne, sentait on ne peut plus la provocation policière. Voilà maintenant deux années que nos camarades crouissent en prison, attendant d'être jugés.

Dernier rebondissement dans les multiples manipulations juridiques qui se sont succédées au cours de ces deux années : le président de la troisième section de l'Audience provinciale de Barcelone a demandé la substitution du procureur qui devait s'occuper de l'affaire. Ce dernier avait remis le 14 novembre dernier, au tribunal, un écrit dans lequel il sollicitait la mise en liberté provisoire de l'un des accusés, Luis Munoz Garcia, et la présentation devant ce tribunal de preuves convaincantes ainsi que certaines vérifications concernant un certain Joaquin Gambin, indicateur de police ayant joué le rôle principal dans cette affaire, et actuellement dans la nature. Toutes ces demandes ont été refusées et leur auteur, comme nous le disions, pourrait être remplacé.

De son côté, la régionale catalane de la CNT, qui soutient les six camarades emprisonnés, a publié une brochure très complète relatant les faits, reprenant certains articles publiés dans la presse espagnole et soulignant les nombreuses contradictions et « curiosités » qu'on peut trouver aussi bien dans les déclarations que dans les agissements de la police, ainsi que le rôle de premier plan joué par le fameux Gambin, indicateur devenu introuvable. Une fois de plus, tout est fait pour que le procès « se passe bien » pour la police, véritable auteur de ce crime dont le but était de porter un coup fatal au mouvement libertaire espagnol et à la CNT en particulier. Rappelons que la peine demandée pour chacun de nos camarades est de 80 ans de prison.

ATTENTAT

DANS la nuit du 18 au 19 novembre, l'explosion d'une bombe a pratiquement détruit dans leur entier les locaux de la CNT de Valladolid. L'explosif a été lancé à l'intérieur des locaux après que les auteurs de l'attentat aient découpé le rideau métallique qui protège l'entrée, et cassé un carreau. Plusieurs parois, les plafonds, les meubles et un important matériel de propagande ont été détruits. Le fait qu'un atelier de réparation électrique situé à côté du local, et que le garage qui se trouve au-dessous aient également subi des dégâts donnent une idée de la violence de l'explosion.

Ce n'est pas la première fois hélas que le local de nos camarades de Valladolid fait l'objet d'une attaque. Cette fois, l'attentat a été revendiqué par le commando Onésimo Redondo (du nom d'un phalangiste espagnol proche de José Antonio) et par les Groupes Armés Révolutionnaires (sic). Paulino CAMPOS

GRÈVE DE LA FAIM

NOUS ACCORDEZ-VOUS
VOTRE SOUTIEN ?

BLOC-H



LE texte qui suit nous a été envoyé par le collectif anarchiste de Belfast : « Nous espérons que l'information présentée ici permettra de combattre la propagande du gouvernement britannique qui tente de faire croire que les conditions contre lesquelles les prisonniers se battent, ont été créées par « eux-mêmes ». En effet, les détenus ont été non seulement punis pour leur non-coopération, mais ils ont en plus été battus et avilis.

La protestation doit être matée par le gouvernement anglais, s'il veut renforcer le contrôle et normaliser la société, ici, dans le nord-est de l'Irlande. La législation de la politique de colonisation ainsi que les investissements du capital, à eux deux, exercent une forte influence sur la décision du gouvernement de gagner la guerre. Mais sans conteste, la priorité essentielle c'est

l'effusion signée, l'accusé(e) doit prouver qu'il(elle) a été torturé(e); - la liberté sous caution ne peut être accordée que par une haute Cour.

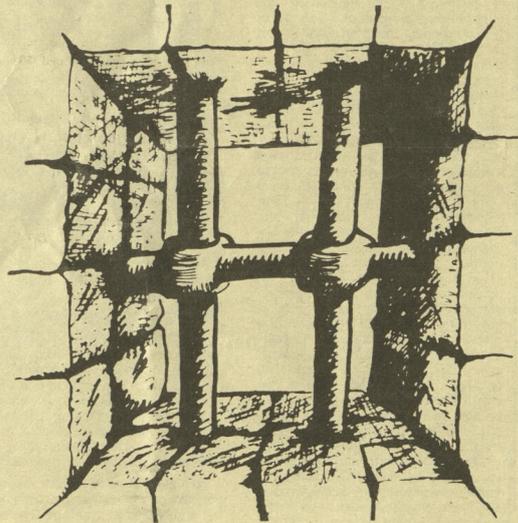
Aussi, ce n'est pas étonnant que 80% des condamnations soient basées sur des confessions signées. Elles sont généralement soutirées dans les centres d'interrogatoire de la RUC, de Castlereagh à Belfast, de Strand à Derry et de Gough à Armagh. Que la torture soit systématiquement utilisée, cela est indiscutable. Même la très libérale Amnesty International et deux médecins locaux (qui ont par la suite démissionné) ont donné des détails sur les persécutions physiques et morales.

Sous la législation qui couvre ces Cours, l'armée britannique peut vous garder quatre heures avant de vous livrer à la RUC. Elle, à son tour, peut vous garder trois jours (dont deux sans

quelles chose, y compris les tablettes de vitamines, elle vomit. Après quatre ans et demi, on en est maintenant arrivé à une situation sans issue. Les comités d'action ont organisé des manifestations, des piquets et des occupations. Le comité national du H. Block s'est formé il y a maintenant un an et a organisé d'énormes manifestations. Récemment, de vagues négociations ont eu lieu entre des personnalités de l'Eglise catholique et le secrétaire d'Etat, Atkins. Comme vous le savez, sept hommes sont en grève de la faim jusqu'à la mort. Etant donné les conditions qu'ils endurent, le choix entre vingt ans de prison et une grève de la faim n'en est pas un. (Les protestataires ont perdu toutes leurs remises de peine). Il y a eu un immense soutien qui s'est confirmé par une manifestation de 30 000 personnes le dimanche 26 octobre. Les groupes de soutien aux grévistes de la faim se sont formés dans tout le nord, et chaque jour, il y a des piquets de grève, des barrages de route, des manifestations aux flambeaux. La Royal Ulster Constabulary et l'armée ont gardé une timide réserve pendant ces manifestations. Nous supposons qu'elles vont attendre deux ou trois semaines « pour voir ». Une indication sur ce qu'elles sont capables de faire est l'assassinat de deux membres de l'IRSP (1) il y a tout juste deux semaines, par les SAS (2) qui avaient enfoncé leurs portes.

Cette information est envoyée parce que nous sentons que nous avons un rôle à jouer dans le minage de la détermination du gouvernement à survivre aux grévistes. Le gouvernement Tory apparaît fort et déterminé. Il est plus particulièrement fort ici, dans le nord, où 12 000 soldats, 10 000 policiers (RUC) et 7 600 UDR (3) ont réussi à contenir la protestation dans les quartiers ouvriers de la minorité. Nous avons nos propres tâches ici, mais nous ressentons le besoin que partout il y ait un soutien. Le contenu de la protestation a son parallèle dans le contenu de l'information. Si des informations sur le développement de la grève de la faim étaient relayées par la population là-bas, nous pensons que cette prise de conscience influencerait comme un levier contre le gouvernement. Nous proposons que vous, ou votre groupe, vous engagiez à collaborer avec nous pendant la durée de la grève. Nous pouvons envoyer un matériel important sous forme de bandes-vidéo, d'affiches et de brochures. Pour tout contact : Belfast Anarchist Collective, 7, Wine-tavern Street, Belfast 1 ».

On pourrait encore dire beaucoup de choses à propos des maladies, de la malnutrition, de l'avitilissement, de l'abattement mental. Ainsi, Pauline Mac Laughlin, qui pesait 66,5 kilos a chuté à 28,5 kilos, a dû abandonner le mouvement de protestation, et vient juste de quitter l'hôpital pour retourner en prison pour la deuxième fois en deux mois. Sa maladie n'a pas encore été diagnostiquée, mais on sait qu'à chaque fois qu'elle avale



le besoin de faire taire toute opposition à son autorité, par la répression, l'assassinat et l'emprisonnement. Cette opposition pourrait en effet trouver des oreilles attentives dans certains secteurs de la population : la classe ouvrière, les femmes, la jeunesse, la communauté noire, les Gallois et les Ecossais.

L'internement, qui était inscrit sur les codes depuis 50 ans, fut rétabli en 1974. La protestation tant locale qu'internationale devint vite embarrassante pour la « plus vieille démocratie du monde ». Le gouvernement britannique introduisit une forme de procès pour toute une liste « d'outrages » (la définition est vague mais s'applique principalement aux crimes politiques graves). Cette forme de procès se concrétise par :

- il n'y a qu'un juge et pas de jury;

- l'accusé doit faire la preuve de son innocence, ce n'est pas à l'accusation de prouver sa culpabilité;

- un oui-dire suffit à faire une preuve;

- si il/elle veut invalider une con-

recours auprès d'un avocat). Sous la loi de prévention du terrorisme, comme en Angleterre, en Ecosse et au Pays de Galles, on peut être gardé sept jours. La seule pensée de passer sept jours dans un des centres mentionnés ci-dessus est suffisante pour intimider les gens et les amener à collaborer avec leurs interrogateurs.

Ces Cours étaient le centre de la tentative du gouvernement britannique pour présenter le soulèvement social comme une simple question de loi et d'ordre. Deux ans plus tard, les statuts de prisonniers politiques qui avaient été accordés après une grève de la faim furent supprimés par Roy Mason et le gouvernement travailliste, tandis qu'ils intensifiaient la politique de criminalisation et la suprématie de la police. Auparavant, ceux qui étaient condamnés et emprisonnés pouvaient assez facilement se rencontrer entre eux. Ils portaient leurs vêtements personnels et n'étaient pas astreints au travail obligatoire.

C'est en 1976 que le système a changé. Les nouveaux con-

(1) Irish Republican Socialist Party.
(2) Services spéciaux aéroportés.
(3) Ulster Defence Regiment.



informations internationales



Communiqué de la bibliothèque-archives de culture populaire de Sardaigne

Ne pouvant plus assurer la continuité de la parution de *Sardagna Libertaria*, nos compagnons sont en train de réaliser une radio libre. Les propositions d'échange faites par le centre dans la presse anarchiste internationale sont modifiées. Ne pouvant donc plus continuer l'échange, il sera expédié avant la fin de l'année à tous ceux qui ont adressé à leur presse une somme de deux ou trois mille liras. Le centre reçoit déjà plus de soixante titres de différentes langues.

Les groupes effectuant un travail d'édition sont invités à se mettre en contact avec :
ABCP, c/o Cavalleri Costantino, via Trento, n° 9, 09040 Guala (CA), Sardaigne, Italie.

UN GROS SUCCÈS ANARCHISTE

Sandro Galli a gagné mais il continue la grève de la faim !

Comme on le sait, en Italie, un nombre considérable de lois que le régime avait promulguées pour établir des rapports autoritaires dans la société italienne et mettre l'individu sous la tutelle de l'Etat, n'ont pas été abrogées. Les partis politiques parlementaires n'ont pas été capables d'effacer cette honte qui dure depuis la chute du fascisme, en 1945. Parmi ces lois, il y a en une qui oblige les instituteurs à prêter serment à l'Etat.

C'est pour obtenir l'abrogation de cette loi que notre camarade Sandro Galli, professeur d'édu-

à prêter serment à l'Etat. Stop. Fraternellement. Pour CRIFA, Marzocchi ».

deuxième télégramme du 29 juin 1980 : « anarchistes Internationale saluent premier résultat de ta grève de la faim de protestation contre inconcevable survivance loi fasciste obligeant instituteurs à prêter serment à l'Etat. Stop. Nous devons maintenant intensifier campagne pour abrogation définitive. Stop. Fraternellement, pour la CRIFA, Marzocchi ».

Là où personne n'avait réussi, avec son geste, notre camarade a obtenu une victoire éclatante : ces jours-ci, la commission de l'Instruction Publique de la Chambre des Députés a approuvé à grande majorité un projet de loi qui ouvre la voie à l'abrogation définitive de la loi.

Mais notre camarade ne démorde pas. Tout en ayant rejoint un résultat satisfaisant, il continue sa grève de la faim, assisté par les camarades de Bologna qui l'ont entouré dès le début de leur solidarité, car la protestation de Galli, instituteur, doit s'étendre aux employés civils de l'Etat qui restent liés à un serment ignominieux.

Ainsi, notre camarade continue à jeûner, il ne boit que de l'eau, car — il nous dit — tous les antifascistes sincères qui ne peuvent ne pas être contents de ce premier résultat, ne doivent pas démobiler. Il faut que le serment de fidélité à l'Etat soit définitivement aboli, car c'est le seul moyen pour affirmer le respect des droits individuels et le principe d'égalité.

Pour la CRIFA :
Umberto MARZOCCHI



cation physique, anarchiste, fait la grève de la faim depuis six mois, sous le contrôle des médecins, « pour réduire les risques d'un effacement total ».

Sûre d'interpréter la volonté des camarades anarchistes adhérents à l'IFA, la CRIFA s'est rendue solidaire de Galli et de son geste dès les premiers jours par ces deux télégrammes :

Premier télégramme du 27 juin 1980 : « camarades Internationale Fédérations Anarchistes solidaires ta tenace cohérence suivent préoccupés ton état de santé et ils s'engagent à lutter à ton côté jusqu'à l'abrogation loi fasciste obligeant instituteurs

Nationalisme, « andaloussisme » et autonomie

Texte de refonte des exposés du point 4, réunion plénière régionale du 28 juin)

Le nationalisme naquit au début du XIX^e siècle, intimement lié avec le phénomène des révolutions bourgeoises; il est donc un phénomène éminemment bourgeois. La révolution Française identifia peuple et nation, nation et Etat subséquemment, consacrant ainsi l'Etat national parallèlement à la culture nationale. Ses racines sont dans les bourgeoisies locales qui prétendent conquérir le pouvoir dans les zones où elles s'appuient, liant ces luttes revendicatives de type culturel et historique à celles qui justifient cette lutte. Ce mouvement fut très lié, dans ses origines, avec le Romantisme. Ces mouvements prétendent la création d'un Etat nationaliste, intercedant la séparation de l'Etat auquel ils appartiennent, ou intercedant l'union de quelques uns d'entre eux, ou de ce propre Etat. En Espagne, le nationalisme correspond plutôt à ce dernier type de revendications, se développant tout au long des trois derniers quarts du XIX^e siècle et se cristallisant déjà au début de celui-ci en Euskadi et en Catalogne, les deux uniques zones du pays dans lesquelles s'était forgée une bourgeoisie autochtone puissante et avec une vision politique, donnant lieu en Catalogne à la « Liga Regionalista de Cambo y Prat de la Riba », et après à « Solidaritat Calana »; déjà, dans les années trente, « la Esquerra et Estat Catala » et en Euskadi, avec des racines clairement carlistes, le « PNV », profondément enracinés dans la petite bourgeoisie rurale, le « ANV », laïc et progressiste. Dans ces zones-là, où celle-ci était fragile et sans trop claire conscience politique, elle ne se cristallisa pas, bien qu'il y eut des essais en Andalousie avec la « Junta Libertarista » de Blas Infante, en Galice avec les « Républicains de Orga », de Casares Quiroga, et dans le « País Valencia ».

Cet exposé entend que toute union sociale est une création naturelle qui se forme harmonieusement de bas en haut, selon les besoins communs et un accord mutuel, pour protéger et tenir présente la convivence générale.

L'attachement naturel de l'être à la terre où il est né est l'expression d'un sentiment intérieur qui se manifeste aussi spontanément que l'allégresse humaine envers la nature, dont sa terre est une partie. Cet attachement n'est pas patriotisme, ni amour de l'Etat, encore moins un amour qui prend ses sources dans l'idée abstraite de nation.

On n'a pas besoin de s'étendre trop pour démontrer que le morceau de terre où l'homme a passé sa jeunesse est profondément attaché à ses sentiments. Ils sont l'expression de son enfance et sa jeunesse, celles qui marquent le plus profondément l'esprit de l'homme et celles qui restent le plus longtemps en lui. La terre de naissance, pour le dire de quelque façon, c'est l'hébergement externe de l'homme dont il connaît chaque pli.

De ce sentiment provient aussi le désir ardent d'un monde passé, enterré dans les ruines; mais ce sentiment n'a rien à voir avec ce que l'on appelle « conscience nationale », quoiqu'on les confonde souvent et qu'on leur donne les mêmes valeurs. C'est précisément la « conscience nationale » qui dévore les vrais sentiments du peuple appartenant à la terre. Elle prétend niveler toutes ces impressions à travers l'impensable multifonctionnalité de la terre native et elle les canalise dans un moule déterminé. En définitive, ce sont les désirs du pouvoir, la volonté mécanique d'unité, qui sont seulement nécessaires à l'Etat, et à ceux qui désirent le construire.

C'est avant tout un phénomène politique qui tend à la création d'un Etat, d'un pouvoir, qu'il s'appelle andalou ou espagnol. Il sera toujours l'ennemi de la liberté populaire, un obstacle pour la véritable émancipation et il représentera, incarnera les intérêts de la bourgeoisie, d'une élite détentrice des moyens de production et contrôlant nos propres vies.

C'est un grotesque phénomène de notre temps que de prétendre supplanter l'attachement naturel de l'homme à la terre par le sentiment obligé de l'amour pour la nation. Ce qu'on appelle « conscience nationale » n'est rien d'autre qu'une nouvelle religion propagée par des considérations politiques de domination, croyance qui, comme le fanatisme religieux d'antan, empêche l'évolution de la société, perpétuant les institutions politiques de domination : Etat (police, armée) et partis politiques. Parce qu'en définitive, c'est un mouve-



ment étatique qui aspire à la création d'un Etat, et celui-ci, par nature, quel que soit son genre, engendre la force, l'oppression et l'inhumanité, tendant vers toute expansion de l'Etat et, par conséquent, à l'impérialisme. Ici, nous avons déjà le fascisme et la guerre. C'est cela la pente fatale de tout nationalisme.

Tout nationalisme a un caractère réactionnaire par essence et prétend imposer, aux différentes parties de l'humanité, un caractère déterminé selon la croyance préconçue de celui qui se définit comme étant nationaliste. Le nationalisme crée des scissions et des séparations artificielles dans l'union organique qui trouve son expression en l'être humain, et aspire à une unité fictive. Les représentants du nationalisme, s'ils le pouvaient, pour détacher ce qui sépare à un groupe déterminé, un groupe d'un autre, feraient l'uniformité absolue avec les êtres humains qui habitent la même aire de démarcation nationaliste, en les confrontant avec ceux des autres aires.

L'Andalousie s'est caractérisée pour être la plus universelle des terres d'Espagne, étant donné l'idiosyncrasie de sa population. L'Andalou, dès qu'il naît, vit collectivement. C'est un homme au caractère clairement anarchiste et fédéraliste. C'est pour cela que l'Andalousie n'a jamais été perméable au phénomène nationaliste. Par contre, aujourd'hui, pour la première fois, surgit dans l'histoire de l'Andalousie, alors que le nationalisme des dénommées « communautés historiques » entre dans une franche décadence (voir la participation des peuples catalan et basque), le faux phénomène de la « conscience nationale », motivation de ceux qui rêvent d'une utilisation d'un Etat andalou duquel, et comment non, ils seraient les détenteurs.

Le nationalisme andalou, « l'andaloussisme », est revendiqué par deux positions apparemment différentes : la bourgeoisie libérale (PSA), le marxisme (fondamentalement PAU-PTA). La seconde présente deux aspects différents : le nationalisme proprement dit et une prétendue praxis anarcho-syndicaliste.

La première de ces positions nous paraît suffisamment définie par cet exposé, bien que dans ce cas, les nuances que nous faisons par rapport à la volonté de pouvoir, à la nécessité de construire un Etat, est palpable toutefois. Fracas après, dans son aspiration de pouvoir, le « PTA » a trouvé la solution dans sa dissolution comme entité macroétatique pour se convertir en un parti prétendu nationaliste, avec comme objectif d'atteindre les microétats de l'Espagne « démocratique ».

Pour atteindre une telle prétention, il faut une base sociale qui lui garantisse, par l'intermédiaire du vote (et comme personne ne pense que les léninistes soient idiots), d'arriver à tromper le peuple andalou par le mensonge du nationalisme, et à conquérir la base sociale suffisante à l'Andalousie où, comme nous l'avons dit, l'unique phénomène social qui a réussi à s'enraciner : c'est l'anarchisme. Ils revêtent un appareil qui ne leur va pas : la prétendue praxis anarcho-syndicaliste par laquelle ils sont voués à l'échec, vu leur nuances hiérarchiques et collaborationnistes, et avec laquelle ils arrivent à se retrouver avec le « PSA » dans la prétention de monter « la Confederacion Sindical Andaluz ». Et c'est là que les deux nationalismes se retrouvent, là où nous voyions qu'en apparence elles étaient différentes, en réalité, elles présentent les deux faces d'une même médaille, médaille qui, usant dénaturement du mot autonomie, prétend acheter le peuple andalou, sans distinction de classes, comme si le paysan andalou n'était pas exploité par des « senoritos » andalous.

C'est ici que, anarcho-syndicalistes, nous devons parler avec le plus de force possible, car personne d'autre que nous a l'autorité morale pour utiliser le mot autonomie, bien que l'autonomie ne soit pas la délégation de pouvoir en des leaders clairvoyants de tel ou tel groupement politique, pour qu'ils prennent la décision à la place de chaque individu, même si ces groupements s'appellent « andalousistes ».

L'autonomie issue du concept, et étant donné que la liberté nous la portons en nous et qu'elle ne dépend que de nous, nous sommes les seuls à pouvoir la réaliser. L'autonomie donc, la libre décision de l'individu pour réaliser ou non sa propre transformation, dans la mesure où il nécessite les autres pour construire la communauté, sur la base des besoins communs; et là, il utilisera sa libre décision, son autonomie, pour réaliser la pratique de l'accord mutuel : le FÉDÉRALISME.

Quelle est notre position vis-à-vis de l'autonomie ? La position de la CNT-AIT sur l'autonomie que l'on veut à tout prix nous faire dire, pour ainsi dire, est un refus, non pas que nous soyons centralistes, mais parce que nous sommes réellement fédéralistes, parce qu'elle ne donne aucune réponse aux graves problèmes que vivent et vivent les Andalous : chômage, misère, émigration, etc., problèmes qui ne trouvent pas leurs solutions dans la création d'un quelconque gouvernement, mais par le moyen d'une révolution qui détruirait les structures du capital et de l'Etat, en les remplaçant par celles où les travailleurs seront maîtres de tous les biens de la production et de la consommation. C'est de là que naîtra la société ANARCHISTE, unique projet cohérent dans le futur, et antithèse de l'autoritaire conception nationaliste andalouse, projet réalisé et vécu par les travailleurs andalous depuis plus d'un siècle.

Comité Régional d'Andalousie CNT-AIT
Tiré de CNT, novembre 80, n° 41,
époque IV

CHRONIQUE DE LA CHANSON VIVANTE

• Jean GUIDONI :

Moi je suis l'amateur d'ombres/ l'explorateur des décombres/ le croiseur du grand vide/l'amant de la pénombre/ cherchant dans la merde un diamant.

Dans les talents que compte la chanson vivante, il se place dans le peloton de tête. Retour à des rythmes européanisés, très proches de Kurt Weill ou d'Eisler. Atmosphère décadente des années 30 : rappelez-vous le film *Cabaret*, avec son animateur, clown lucide qui jouait avec le malaise de situations ambiguës et équivoques. Chatoyance des images sadiques et interlopes pour les utiliser non pas gratuitement mais comme support à une illustration de la fable, donnant à l'ensemble une couleur fantasmagorique. Par exemple, les positions politiques (à l'évidence libertaires) sur les thèmes qu'il aborde ne sont pas développées par mots d'ordre, mais

assurément. Mais pourquoi après leur tour ressent-on un manque ? Ah... si leurs textes étaient de la même tenue que la musique et l'interprétation ! Ah... s'ils laissaient enfin aller leur imagination et leur cœur que je sais grands !

• Gilles LANGOUREAU

Pour les lecteurs qui le connaissent déjà (voir entretien de l'an dernier) : c'est toujours aussi bon. Pour les autres : courez vite l'entendre, vous pourrez dire : moi je l'ai connu quand il était pas connu.

Casanova, Yves et Gilles, Langoureau, les jeudis, vendredis et samedis au « Tire-Bouchon », rue Norvins à Montmartre. Tarif préférentiel en se recommandant du journal (1/2 tarif).

• Richard BOHRINGER

Bien que j'y répugne, juste un mot pour vous informer sur cette nouvelle coqueluche des médias. Bohringer en un mot :



Jean Guidoni

par des images quotidiennes alimentées par ses fantasmes.

Un travail de scène, une précision quasi-maniaque, une gueule, une voix, des textes, une musique, tout cela au plus haut niveau. Rien n'empêche donc Jean GUIDONI d'apporter au grand public ce que ce dernier mérite : enfin un chanteur intelligent.

Jusqu'au 7/12 à 22 h. (dimanche 18 h) au « Théâtre en Rond » de Paris, 5, rue Biot, 18°.

• Marc CASANOVA

Est de retour sur scène après avoir été coulé il y a deux ans par sa maison de disques en faillite (c'est très rare, mais ça arrive...). A fait entre-temps l'intermédiaire de n'importe quoi et le chauffeur-livreur. Si le cliché « écorché-vif » n'était pas si usé, ce serait l'idéal pour définir ce chanteur rageur et tendre à la fois. *Eh, l'ami ! qui tourne la tête et qui l'enfuit. sens-tu à demi ce parfum comme insoumis.* Et en plus, il prône l'insoumission : que c'est agréable à entendre sur scène !

• YVES et GILLES

Ces deux frères se taillent depuis quelques temps la part du lion dans les cabarets : c'est normal, puisque leur numéro de chanteurs-musiciens est sans doute le plus au point de la capitale. Des chœurs parfaits, des musiques peu finies, six instruments à eux deux : la classe,

c'est mauvais. Pourquoi ? Parce que c'est hyper-chiant dans la prestation et hyper-con dans la formulation. Succession infernale de thèmes racleurs, sexistes. Fausse poésie dans la rue. En fait, du mauvais Mallarmé (pléonasme...) avec faux argot à la mode. Tremblez lecteurs : tout est donc bien au point pour que les radios et les télévisions serinent sans arrêt cette « nouvelle poésie ».

• Alain AURENCHÉ

Vous le connaissez déjà (voir ML d'Avril). Il sera chez Denis et Michelle à « L'Antidote », à Aix, 6, rue des Bernardines, du 3 au 7 décembre. Je ne retire rien du bien que j'en ai dit : Aurenché est bien parti pour être ce qu'on appelle un grand de la chanson. Il y sera en bonne compagnie avec Guidoni, Debattice, Langoureau et Yvette Théraulaz. J'espère que ce sera bientôt pour pousser à l'hospice des vieillards comme Jean Ferrat (qui revient, dit-on, alors que personne ne l'avait appelé). Pauvre Ferrat. Tant d'années avant de s'apercevoir que ses copains lui avaient fait — je cite : « avaler des couleuvres ». Ferrat s'auto-déstabilise : il est bougrement temps. Opportunisme ? Indigestion ? Dernier sursaut d'honnêteté ? Mais non, écoutez le reste du disque : c'est la France épaisse et casquettes Ricard. Pauvre ferrat. **J.J. Julien**



PLOGOFF « Des cailloux contre des fusils »

Il y a des mots qui aident à faire passer la vie, comme des soleils passagers qui illuminent de temps en temps la grisaille quotidienne. Des mots qui vous font vivre, l'espace d'un instant, autre chose, ailleurs.

L'hiver dernier, nous avons vécu au rythme d'une population, là-bas, du côté où le soleil se couche. Tous les jours la presse en parlait. Tous les jours, il se passait de grandes et belles choses.

On aurait voulu le vivre, on sentait que l'aube allait devenir réalité. Plogoff-Sizun, ces noms résonnent dans nos têtes et y laissent une trace indélébile. Depuis huit jours, nous pouvons revivre la lutte antinucléaire des Bretons de la « terre qui finit » : Plogoff, des cailloux contre des fusils ; ce sont près de deux heures de projection qui nous relatent toutes les souffrances, les peines et les joies d'une population décidée à lutter contre les plans autoritaires d'un système centraliste.

Cinq mois de lutte, au jour le jour, de janvier 80 au jumelage avec ceux du Larzac, à la Pentecôte. Film-reportage, film vécu.

Il faut aller voir ce film, il faut le voir se battre, ces obstinés de Bretons, il faut voir ces femmes, aux premiers rangs lutter avec les CRS et les paras, il faut voir ces ordures en kaki craquer et aller pleurer derrière les grilles de leurs cars, ne pouvant supporter le regard de ces femmes. Il faut les entendre, ces mêmes femmes, dire : « les élus locaux nous ont trompés, ils nous ont enfoncés, y'a que sur les gens, y'a que sur nous qu'on peut compter ! ».

Femmes dures, femmes de marins, appelées déjà depuis longtemps à affronter quotidiennement les dures réalités de la vie, le mari, le compagnon souvent absent plusieurs jours, parti chercher un poisson de plus en plus rare, et de plus en plus loir.

On peut cependant se poser une question : quel est le rôle de Gaumont dans cette histoire ? Gaumont distribue ce film, cela veut dire qu'on le trouve partout en France. Tentative de récupération ? Caution ? Mais il est vrai que cela permet à ce film de sortir du ghetto des salles d'art et d'essai, et qu'il soit vu par un « grand public ». C'est dommage, on aurait préféré que le fric aille dans la caisse des gens de Plogoff que dans les poches de monsieur Gaumont, mais Stock ou Hachette publient bien des bouquins sur l'anarchie et nous ne les boycottons pas ! Alors ?

De toute façon, la tentation est trop forte, on ne peut pas s'empêcher d'y aller.

J.S.

L'album-souvenir de Buenaventura Durruti (1896-1936)

Bande dessinée extraite du livre « Les Orgasmes de l'Histoire » de Frémion et Volny

Textes : Yves Frémion
Illustrations : G. Kénia et Volny

27) Novembre 36 : A Madrid, Largo Caballero offre un ministère à Durruti. Il refuse. La colonne est rapatriée à Madrid, dégarée (en fait seulement abandonnée par les staliniens).



28) La radio de Madrid, le gouvernement a fui à Valence. C'est lui qui va défendre la ville.



29) 19.11.1936 : Durruti est blessé à mort en inspectant le front. Ballé fasciste ? Communiste ? Anarchiste ? On ne sait d'où est partie la balle. Familistes et révolutionnaires occupant le même immeuble en face. Accident possible avec sa propre armée.

30) Mort le 20 pour reprendre conscience. Ramené à Barcelone le lendemain. Enterré le 22. Un quart de la population défilait devant le cercueil. Avec lui est enterré l'ambiance révolutionnaire.



ENCRE éditeur

En vente à Publico : 85 F

Fin de parution

NOTE DE LECTURE

LA FOI QUI TUE

de Bernard Oudin

ENFIN un ouvrage qui ose dénoncer la supercherie des religions, dépossédées de l'anticléricalisme vieillot.

Cet ouvrage se veut une recherche historique de l'intolérance, du dogmatisme, du fanatisme, du fascisme, de l'asservissement des hommes, et ceci, preuves à l'appui. Ce chercheur nous propose des documents historiques, sans équivoque, sur la nature des vendeurs de dieux en tout genre.

Ce livre a surtout le mérite de démystifier cette prostituée qu'est la religion catholique qui, aujourd'hui, se veut être l'avant-garde des droits de l'homme, et joue les super-stars, alors qu'hier, elle torturait, assassinait des millions d'hommes au nom de Dieu. Exemples : le massacre des Indiens d'Amérique Latine, des protestants ; les paroles du pape ces jours derniers. Le fait que les catholiques et les protestants

s'unissent pour lutter contre l'athéisme est une preuve flagrante de l'intolérance de cette institution.

La convergence des idéologies totalitaires n'est plus à faire. La religion s'accommode fort bien des dictatures de droite : Chill, Argentine, Brésil... et hier l'Espagne. Quant aux dictatures de l'Est, elles ont le marxisme. Pas besoin de religion pour se justifier !

Cet ouvrage a aussi le mérite de dénoncer l'attitude pernicieuse d'un soi-disant nouveau philosophe qui s'est mis dans la tête de redorer le blason du judéo-christianisme décadent, face à la montée des sectes en tout genre.

Lisez ce livre, votre esprit critique n'en sera que satisfait. Je conclurai en reprenant la formule de Bernard Oudin : Ni Dieu, Ni Marx.

B. BRUCE
(Groupe anarchiste de Grenoble)

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

Sur la Chine :	
Les Habits neufs du Président Mao, par Simon Leys	44 F
Ombres chinoises, par Simon Leys	19 F
Révo. cul. dans la Chine Pop., anthologie de la presse des Gardes rouges	23 F
Chinois, si vous saviez..., par Li yizhe	18 F
Un Bol de Nids d'Hirondelles ne fait pas le Printemps de Pékin	72 F
Famille, de Pa Kin	60 F

L'économie capitaliste libérale malade de l'évolution !

VÉRITÉS ET MENSONGES DE BARRE LE TRICHEUR !

SEMaine chargée qui nous a fait découvrir les demi-vérités de monsieur Barre et les demi-vellités de monsieur Marchais. Double testaments de deux hommes dont l'un, usé par le pouvoir et l'échec, s'apprête, après les élections présidentielles, à aller hiberner dans sa circonscription lyonnaise afin d'y faire retraite, se reconstituer une santé politique, avant de faire une rentrée fracassante à la Poincaré ou à la Pinay, et dont l'autre a refusé le pouvoir, torpillé l'unité de la gauche et qui, pour ne pas se laisser oublier, publie un certain nombre de propositions



qui, à première vue, paraissent logiques, mais qui sont inapplicables dans le cadre du système économique capitaliste, inefficaces et insuffisantes dans celui d'une transformation révolutionnaire de la société. Comme on les comprend tous les deux ! La situation économique s'aggrave, et le programme commun comme le programme de Blois, qui furent les tartes à la crème des dernières élections, semblent dérisoires. L'un et l'autre de ces personnages se mettent à couvert, avant de réapparaître en sauveurs de la droite ou de la gauche, lorsque le gâchis économique attisé par le libéralisme, leur permettra de refaire surface !

Son échec, Barre le sent bien. Giscard sait que cette politique a fait son temps; Ponia-towski le dit ouvertement et Chaban graisse ses bottes pour remonter à Paris relancer la nouvelle société. Oui, Barre est conscient de son échec, et il couvre par des déclarations en mi-teinte, au sujet de l'aggravation d'une situation dont il laisse entendre qu'elle est le fruit d'une politique inspirée par le président de la République dont il fut le fidèle exécutant, et le bruit de ses désaccords avec son patron ne font que conforter son image de marque, image

d'un homme fort qui ne pourra donner sa mesure que lorsque le désastre économique nécessitera son rappel, avec des pouvoirs étendus. Comme tout politicien dans son cas, il pense que sa retraite sera courte, et il n'a pas tort, car l'économie ne va pas cesser de se dégrader, nécessitant pour le régime un homme de poigne et des mesures draconiennes !

Le processus de la prise de conscience des populations de la dégradation de l'économie est invariable. La crise frappe d'abord les plus faibles, les industries dépassées par l'histoire de l'évolution, les hommes mal-ar-

le pays et crée un chômage particulier, celui d'une génération d'hommes et de femmes que l'âge rend inaptes à la reconversion, qui seront des chômeurs à vie avant de devenir des retraités, ce qui, dans le système actuel, allourdit les charges de la communauté et limite les rentrées pour y faire face. La production stagne, les salaires baissent, même si nominale-ment, ils semblent se maintenir, car ils sont grignotés par les charges sociales. Ce mouvement qui s'est amorcé depuis une couple d'années et dont la raison est la concurrence des pays en voie de développement, dont tout le monde parle aujourd'hui et que j'annonçais il y a quelques années dans l'indifférence générale, ne s'arrêtera plus. Nous marchons vers une transformation radicale, non seulement de l'économie, mais des rapports des hommes avec la fabrication des objets. L'heure des machines qui, à partir de l'informatique, se développe à une vitesse de croisière, est arrivée, et ni Ponia-towski, ni J.J.S.S. qui l'ont constatée au Japon et sont revenus enthousiastes, n'ont pu nous dire ce qu'ils feront des hommes libérés de la machine ! La fabrication des machines destinées à libérer l'homme, demandera des hommes, donc des emplois pour les faire tourner ? Minute, ne nous emballons pas ! Nous sommes de nouveau devant le problème du métier de Jacquard. Entre l'invention de la machine, sa mise en service, l'adaptation de sa production et la reconversion des travailleurs « libérés » par elle, il se passe une génération d'hommes et de femmes jetés à la rue et qui créent de misère. Oui, je sais, les distingués théoriciens nous peignent en rose les facilités que nous réservent la robotisation du travail, et c'est peut-être vrai encore que l'expérience... ? Mais eux, ils peuvent attendre tous ses bienfaits, les Ponia, les Servan-Schreiber et les autres, mais l'ouvrier spécialisé, lui... ?

La reconversion qui s'amorce est à ce point générale que nos politiciens ont abandonné cette idée de processus d'évolution raisonnable des peuples sous-développés, dont la bourgeoisie sût si bien se servir pour maintenir le colonialisme, et dont les marxistes firent la règle d'or du matérialisme historique avec le succès que l'on sait en Russie et autre part, et aujourd'hui, ils nous parlent d'importer directement la civilisation de l'ordinaire « parmi les moines du Tibet, les chasseurs de crocodiles de l'Afrique australe ou les chameliers du désert de sable ». Ce qu'on peut faire avec l'imagination, tout de même, pour peu qu'on ait bon appétit et le moyen de le satisfaire ! Re-

marquez, les anarchistes ne sont ni contre la science, ni contre l'évolution : ils sont contre l'acte gratuit; ce qui les intéresse, c'est l'homme, et le point d'interrogation qu'ils posent, c'est la situation de l'homme qui ne doit être broyé ni par le fracas des idées, ni par le fracas des machines.

Cette situation qu'il va laisser derrière lui en s'en allant « évangéliser » les Lyonnais, Barre la connaît bien et il ne doit pas être fâché de quitter le bateau avant qu'il ne sombre. Naturellement, et je l'ai dit ici, Barre n'est pas le coupable directe de la crise économique qui est mondiale, qui est une crise de l'évolution de l'économie, du développement intellectuel de peuples qui marinaient dans le jus des confessions, et les brail-lards qui entrent en transe lorsqu'il décrit une situation qu'on ne peut appréhender qu'à l'échelle mondiale, sont des imbéciles. Le crime d'hommes comme Barre, ce n'est pas de nous peindre la situation en noir, mais c'est d'essayer de nous faire

graphique de la production mondiale, les « socialistes » de toute obédience sont dans l'incapacité d'assurer la succession. Les uns entendent faire leur lit dans celui du système en place; il ne le guériront pas en lui apportant des tisanes; leur venue au pouvoir ne fera qu'accélérer la désagrégation du système, dont ils rompraient les équilibres, sans réussir à le reconstruire. Le syndicalisme réformiste, lui, s'accroche aux basques du pouvoir pour grignoter de-ci et de-là quelques miettes, mais la plus belle fille du monde, dit l'autre, ne peut donner ce qu'elle a et le système a le cul nu ! Pour Ségué et la CGT, tels les dinosaures, ils compensent par leur masse le peu de cervelle dont la nature les a dotés.

Le combat du militant ouvrier est clair. Il doit participer aux luttes pour améliorer ses conditions d'existence sans autres préoccupations que ses besoins. Il n'a pas pour vocation d'aider le système à sortir de sa crise ou de pousser les politiciens au



croire qu'il est possible de s'en sortir en maintenant le système du profit en place; son crime c'est, pour maintenir ce profit en place, de faire subir aux populations ouvrières des restrictions qui ne freineront même pas l'évolution de cette crise qui, comme je le disais plus haut, est internationale. Au bout de l'évolution d'hommes comme Barre, Giscard ou quelques autres, fatalement, qu'ils le veuillent ou non, il y a la trique; la trique, suprême ressource de l'économie libérale et de ses serviteurs prêts à l'employer pour maintenir l'ordre, condition, croient-ils, de la survie du régime. Oui, Barre va s'en aller sur un échec, n'ayant pas même la consolation d'avoir gagné son pari sur le maintien de la monnaie, car dans le contexte mouvant de cette économie fluctuante, le maintien du franc pénalise nos exportations et est un des facteurs du déficit de notre balance extérieure.

Mais, si les docteurs au chevet de l'économie capitaliste libérale sont coincés et assistent impuissants au déplacement géo-

pouvoir; sa vocation, c'est la transformation de la société, transformation dont on ne lui parle plus, de peur de chasser l'électeur. Cela suppose un combat de tous les instants, un combat de classe dont le but n'est pas un système plutôt qu'un autre, mais la libération de l'humanité.

Seule, la philosophie anarchiste, qui est la philosophie de l'homme, peut le guider dans ces luttes, car elle ne lui promet rien d'autre que ce qu'il est capable d'arracher aux classes qui l'oppriment. A cette veille d'élection, les anarchistes ne disent pas aux travailleurs de voter pour eux, pour que ça aille mieux ! Ils leur disent de prendre leurs affaires en main pour créer une civilisation différente. Ils ne leur disent pas que c'est facile dans ce monde de pourriture, mais que c'est nécessaire, s'ils ne veulent pas ajouter un chapitre à cette longue liste de peuples qui, depuis les origines, sont les victimes des pouvoirs et des classes qui se sont succédés !

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.